




AVIS DE CONSULTATION EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 02 /AC/MINFI/DGD/CIPM/2024 DU 02 02 2024... POUR LA FOURNITURE ET
L'INSTALLATION DES CLIMATISEURS DANS LES SERVICES DECONCENTRES DE LA
DIRECTION GENERALE DES DOUANES: 

Financement : Fonds d'Equipement-Douanes, Exercice 2024.

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail de ses personnels, le Directeur Général des Douanes lance une Demande de Cotation en procédure d'urgence pour la fourniture et l'installation des climatiseurs dans les services déconcentrés de la Direction Générale des Douanes.

2. Consistance des Prestations

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation comprennent, sous l'entière responsabilité du prestataire, la fourniture et l'installation de cent-dix (110) climatiseurs dans certains bâtiments abritant les services déconcentrés de la Direction Générale des Douanes.

3. Allotissement

Les fournitures objet de la présente consultation ne sont pas alloties.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quarante-neuf millions cent-quatre-vingt-dix mille six cent vingt-cinq (49 190 625) FCFA TTC.

5. Délai d'exécution et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la fourniture et l'installation des climatiseurs, objet de la présente Consultation est de deux (02) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

Lesdites fournitures seront livrées à la Direction Générale des Douanes, Annexe de Tsinga et dans les sièges des Secteurs des Douanes concernés.

6. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux entreprises de droit camerounais établies sur le territoire national, spécialisées dans la fourniture et l'installation des climatiseurs.

7. Financement

Les prestations objet de la présente Consultation, sont financées par le Fonds d'Equipement-Douanes de l'exercice 2024, imputation : 4477102018.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission d'un montant de **neuf cent cinquante mille (950 000) Francs CFA**, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 de la Demande de Cotation et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation de la Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement à la Direction Générale des Douanes, bâtiment Annexe de Tsinga, Direction des Ressources et de la Logistique, Sous-Direction du Budget et du Matériel, SIGAMP, porte 108, 1^{er} étage, dès publication du présent Avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

11. Acquisition de la Demande de Cotation

La version physique de la Demande de Cotation peut être obtenue à la Direction Générale des Douanes, bâtiment Annexe de Tsinga, Direction des Ressources et de la Logistique, Sous-Direction du Budget et du Matériel, SIGAMP, porte 108, 1^{er} étage, dès publication du présent Avis, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition de la Demande de Cotation de cinquante mille (50 000) F CFA payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique de la Demande de Cotation par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat de la Demande de Cotation.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

- Pour la soumission hors ligne, l'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir à la Direction Générale des Douanes, bâtiment Annexe de Tsinga, Direction des Ressources et de la Logistique, Sous-Direction du Budget et du Matériel, SIGAMP, porte 108, 1^{er} étage, au plus tard le 31/05/2024 à 13 heures et devra porter la mention:

« DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE N° 1502 /DC/MINFI/DGD/CIPM/2024
DU 02/05/2024 POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DES CLIMATISEURS DANS LES
SERVICES DECONCENTRES DE LA DIRECTION GENERALE DES DOUANES

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

- Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou tout autre moyen de communication électronique officiel au plus tard le 31/10/2024 à 13 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

N.B : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituer l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes, séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de la Demande de Cotation ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPDC ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la Demande de Cotation, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps.

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques et financières aura lieu le 31/10/2024 à 14 heures dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés de la Direction Générale des Douanes par ladite Commission de Passation des Marchés.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Demande de Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originelle de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de consultation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

1. l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
2. la non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
3. les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsifications des pièces ;
4. le non-respect d'au moins 80% des critères essentiels ;
5. l'absence de prospectus et fiche technique produits par le fabricant ;
6. le non-respect de 80% des spécifications techniques majeures indiquées dans les spécifications techniques des fournitures de la présente Demande de Cotation ;
7. le non-respect de 80 % des spécifications techniques mineures indiquées dans les spécifications techniques des fournitures de la présente Demande de Cotation ;
8. l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
9. l'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de marché durant les trois (03) dernières années ;
10. l'absence de la lettre de soumission ;
11. l'absence de la charte d'intégrité ;
12. l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
13. le non-respect du format de fichiers des offres.

15.2 Critères essentiels

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

1. références du soumissionnaire dans la fourniture des équipements similaires : avoir exécuté au cours des trois (03) dernières années au moins 02 marchés similaires d'un montant supérieur ou égal à trente millions (30 000 000) F CFA chacun (Joindre première et dernière page des contrats, les

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

Site web: www.douanes.cm / www.customs.cm



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

MINISTRY OF FINANCE

DIRECTORATE GENERAL OF CUSTOMS

E-mail: cab.douanes.cameroun@gmail.com

NOTICE OF REQUEST FOR QUOTATION IN EMERGENCY PROCEDURE
N°...01.2...../NRQ/MINFI/DGD/ITB/2024 OF 0.2.061/2024 FOR THE SUPPLY AND
INSTALLATION OF AIR CONDITIONER UNITS AT THE DECENTRALIZED SERVICES OF THE
DIRECTORATE GENERAL OF CUSTOMS

Financing: Customs Equipment Fund, Fiscal year: 2024.

1. Purpose of the Request for Quotation

As part of the improvement of working conditions of Customs officials, the Director General of Customs is launching Request for Quotation in emergency procedure for the supply and installation of air conditioners units in the decentralized services of the Directorate General of Customs.

2. Scope of the Services

The services covered by this Request for Quotation include the supply and installation of **one hundred and ten (110) air conditioning units** in some decentralized Services of the Directorate General of Customs.

3. Allotment

The supply will be delivered in a unique lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is **forty-nine million one hundred and ninety thousand six hundred and twenty-five (49,190,625) CFA francs ATI**.

5. Time and place of delivery

The maximum period stipulated by the project owner for the manufacture, supply and installation of the air conditioners units covered by this Consultation is **two (02) months**. This period runs from the date of notification of the service order to start the work.

The said supplies will be delivered at the Directorate General of Customs Annex in Tsinga and in concerned Customs Sectors headquarters.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to Cameroonian companies specialized in the supply and installation of air conditioners units and established on national territory.

7. Financing

Supplies which form the subject of this Consultation shall be financed by **Customs Equipment Fund of the 2024 Financial Year; Budget Head No.4477102018**.

The submission method chosen for this consultation is online and offline.

9. Provisional bid bond

Each tenderer must enclose with his administrative documents a bid bond, paid in hand, issued by a financial institution authorized by the Minister in charge finance to issue bonds for public contracts and listed in Piece 14 of the ONIT of the amount of **Nine hundred and fifty thousand (950,000) CFA Francs** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders. The absence of a bid bond issued by a first class bank or a first class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the tender. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered as absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

10. Consultation of the file

The file may be consulted during working hours at the Directorate General of Customs Annex, located at Tsinga, Directorate of Resources and Logistics, Budget and Material, Sub-Department, SIGAMP, 1st floor, door 108, as soon as this notice is published. It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of tender file

The file may be obtained from the Directorate General of Customs Annex, located at Tsinga, Directorate of Resources and Logistics, Budget and Material, Sub-Department, SIGAMP, 1st floor, door 108 as soon as this notice is published against payment of a non-refundable amount of **Fifty thousand (50,000) CFA francs** payable at Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the RQ by downloading it free of charge from the above-mentioned addresses. However, submission by physical or electronic means is subject to payment of the ONIT purchase fee.

12. Submission of offers

Each tender must be written in French or English.

- **For off-line submission**, the tender, in seven (07) copies, including one (01) original and six (06) copies marked as such, must be received at the Directorate General of Customs, located at Tsinga, Directorate of Resources and Logistics, Budget and Material Sub-Department, SIGAMP, 1st floor, door 108 not later than **1p.m prompt on October 31st 2024** and should carry the inscription:

**"REQUEST FOR QUOTATION IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE SUPPLY AND
INSTALLATION OF AIR CONDITIONERS UNITS IN DECENTRALIZED SERVICES OF THE
DIRECTORATE GENERAL OF CUSTOMS.
To be opened only at the opening session"**

- **For online submission**, the tender must be transmitted by the tenderer on the COLEPS platform or any other official electronic means of communication no later than **1p.m prompt on October 31st 2024**. A back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD

must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'back-up copy', in addition to the above mention, within the time limit set.

N.B: File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Applicants must use compression software to reduce the size of the files to be transmitted in accordance with the abovementioned sizes.

13. Admissibility of offers.

The administrative documents, the technical bid and the financial bid must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The contracting authority will not accept:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderers,
- Envelopes received after the deadline for submission.
- bids bearing no indication of the tenderer's identity;
- Bids that do not comply with the submission method.
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RFO or bids in copies only.

Any tender that is incomplete with regard to the requirements of the tender documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by an insurance or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds for public contracts or failure to comply with the standard documents in the tender dossier will result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer at the tender opening session is inadmissible.

14. Opening of bids

The bids will be opened in one step. The opening of the administrative documents and technical and financial offers will take place on ~~Oct 31st 2024~~ ^{Oct 31st 2024} at 2 p.m. in the meeting room of the Internal Tender Board of the Directorate General of Customs by the said Commission.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of companies.

On pain of rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance

with the stipulations of the Rules for Request for Quotation. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1. Eliminary criteria

These include

1. Absence of the bid bond when the bids are opened;
2. Failure to produce, after a period of 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids were opened (except for the bid bond);
3. False declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
4. Failure to comply with at least 80% of the essential criteria;
5. The absence of a prospectus or technical data sheet produced by the manufacturer;
6. Failure to comply with one of the major technical specifications indicated in the technical specifications for supplies in this Request for Quotation;
7. Failure to comply with 80% of the minor technical specifications indicated in the technical specifications of the supplies in this Request for Quotation;
8. The absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
9. The absence of a declaration on honor that no contract has been abandoned in the last three (03) years;
10. The absence of the submission letter;
11. The absence of the integrity charter;
12. Absence of the declaration of social and environmental commitment;
13. Failure to comply with the tender file format.

15.2. Essential criteria

The criteria relating to the qualification of candidates will concern:

1. General presentation of the tender (legibility of the document, binding of the document, back binding prohibited, layout, separation of parts by dividers of a color other than white and respect for the order of assembly);
2. The tenderer's references in the supply of similar equipment: having carried out over the last three (03) years at least 02 similar contracts for an amount equal to or greater than thirty million (30,000,000) CFA francs.
3. Key personnel: one holder of a GCE and one holder of a CAP in refrigeration and air conditioning: CVs must be legalized, dated and signed;
4. Guarantee period greater than or equal to twelve (12) months.
5. Delivery schedule (planning and timetable for carrying out related services);
6. Financing capacity greater than or equal to thirty million (30,000,000) CFA francs each (attach the first and last pages of the contracts, the pages of the estimate and the bill of quantities together with the certificate of completion or the provisional or final acceptance reports);

7. Proof of acceptance of the terms and conditions of the Contract: SCC and ST initialed on each page, signed, dated and sealed, bearing the name of the signatory/agent and the words "Read and Approved";
8. Logistical resources: proof of possession of the equipment for delivering and installation the furnitures;
9. Delivery time \leq 60 days;
10. After-sales service: Certificate of after-sales service, certificate of availability of spare parts, key personnel.

16. Award

The project owner will award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest.

17. Maximum number of lots:

Not applicable.

18. Period of validity of tenders

Tenderers remain bound by their tender for 90 days from the initial deadline for submission of tenders.

19. Additional information

Additional information may be obtained during working hours at the Directorate General of Customs, TSINGA annex, Department of Resources and Logistics, Budget and Material Sub-department, SIGAMP, door 108, 1st floor or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fight against corruption and bad practices

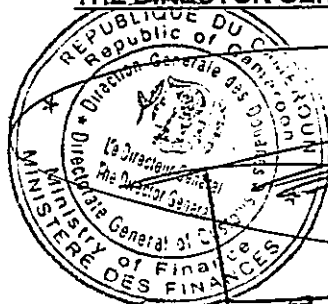
To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, on 02 OCT 2024.....

THE DIRECTOR GENERAL OF CUSTOMS

Copy:

- MINFI (for information)
- MINMAP (for information)
- ARMP (for publication and archiving)
- CIPM-DGD (for information)
- Broadcast



Fongod Edwin Nuvaga